



Rapport financier au 30 septembre 2016

Conseil d'administration du 24 novembre 2016

SoLocal Group

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 233 259 384 euros
Siège social : 204 rond-point du Pont de Sèvres - 92100 Boulogne-Billancourt
R.C.S. Nanterre 552 028 425

SOMMAIRE

1. Rapport d'activité au 30 SEPTEMBRE 2016.....	2
1.1. Présentation générale	2
1.2. Commentaires sur les résultats au 30 septembre 2016	3
1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent des activités poursuivies	5
1.2.2. Analyse du résultat d'exploitation des activités poursuivies	5
1.2.3. Analyse du résultat de la période des activités poursuivies	6
1.2.3.1. Charges financières nettes	6
1.2.3.2. Résultat récurrent de la période.....	6
1.2.3.3. Résultat de la période	6
1.2.3.4. Présentation du résultat et des flux de trésorerie consolidés avec le détail des « Activités poursuivies » et des « Activités désengagées »	7
1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissements consolidées	9
1.4. Risques et incertitudes relatifs au dernier trimestre 2016	12
1.5. Données financières trimestrielles	13
2. Comptes consolidés condensés	17
2.1 - Etat du résultat consolidé	17
2.2 - Etat du résultat global	18
2.3 - Etat de situation financière	19
2.4 - Etat de variation des capitaux propres.....	20
2.5 - Etat des flux de trésorerie.....	21
2.6 - Notes aux comptes consolidés condensés.....	22
Note 1 - Description de l'activité.....	22
Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés	22
Note 3 - Présentation des états financiers.....	25
Note 4 - Information sectorielle.....	25
Note 5 - Résultat financier.....	27
Note 6 - Impôt sur les sociétés	28
6.1 - Preuve d'impôt groupe	28
6.2 - Impôt au bilan	29
Note 7 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net	30
Note 8 - Produits constatés d'avance	32
Note 9 - Capitaux propres	32
Note 10 - Evolution du périmètre de consolidation	33
Note 11 - Information sur les parties liées	33
Note 12 - Engagements hors bilan	33
Note 13 - Litiges	34
Note 14 - Informations sur les activités poursuivies et désengagées, au 30 septembre 2016	36
Note 15 - Evénements postérieurs à l'arrêté du 30 septembre 2016	38
3. Déclaration de la personne responsable	40
4. Rapport d'examen limité des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés condensés au 30 septembre 2016.....	41

1. RAPPORT D'ACTIVITE AU 30 SEPTEMBRE 2016

1.1. Présentation générale

En tant que leader européen de la communication digitale locale, SoLocal Group remplit une mission d'intérêt général et à fort potentiel qui consiste à « révéler les savoir-faire locaux, partout et stimuler l'activité locale des entreprises ».

SoLocal Group a généré un chiffre d'affaires de 602 millions d'euros au 30 septembre 2016 (périmètre des activités poursuivies excluant les entités cédées en 2015), ses activités Internet et Imprimés & Vocal représentant respectivement 79 % et 21 %. L'activité Internet est portée par les deux principales activités digitales que sont Search Local et Marketing Digital.

Internet

Au 30 septembre 2016, SoLocal Group a enregistré un chiffre d'affaires Internet de 478 millions d'euros, représentant 79 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Les activités Internet de SoLocal Group s'articulent désormais autour de deux lignes produits :

o En premier lieu, nous offrons des services et des solutions digitales aux entreprises pour accroître leur visibilité et développer leurs contacts au niveau local : cette activité de Search Local enregistre au 30 septembre 2016 un chiffre d'affaires de 363 millions d'euros grâce à une audience pérenne et très qualitative générée à travers nos propres marques (PagesJaunes, Mappy, Ooreka) et nos partenariats privilégiés (Google, Bing (Microsoft), Yahoo!, Apple et Facebook).

o En second lieu, nous créons et mettons à disposition des internautes le meilleur contenu local et personnalisé sur les professionnels : cette activité de Marketing Digital représente au 30 septembre 2016 un chiffre d'affaires de 115 millions d'euros. Ces technologies, très différenciantes, ont été créées au cours des cinq dernières années et connaissent une croissance rapide (+8 % au 30 septembre 2016 par rapport au 30 septembre 2015). Elles comprennent les sites & contenus, le programmation local et les services transactionnels. Nous avons innové sur ces gammes de produits en 2015, avec une montée en gamme de notre offre de sites Internet et de product & store locator, le lancement réussi de l'offre de ciblage ADhesive, qui tire parti de nos données sur les intentions d'achat local des internautes. Et nos services transactionnels ont été rebaptisés PagesJaunes Resto et PagesJaunes Doc, mettant à profit et renforçant la puissance du trafic généré sur PagesJaunes.

Imprimés & Vocal

Les activités Imprimés & Vocal ont généré 124 millions d'euros au 30 septembre 2016. Ce segment comprend les activités du Groupe relatives à la publication, à la distribution et à la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, PagesBlanches), ainsi que d'autres activités du Groupe appelées « Vocal », y compris des services de renseignements téléphoniques et d'annuaire inversé.

1.2. Commentaires sur les résultats au 30 septembre 2016

Au cours de l'exercice 2015, le Groupe s'est désengagé de quatre activités non rentables et non en croissance (« activités désengagées ») :

- régie Internet display Horizon Media ;
- media social local ZoomOn ;
- « daily deals » de Lookingo ;
- devis de travaux en ligne de Sotravo

Les comptes publiés par le Groupe au 30 septembre 2016 se décomposent comme suit :

Consolidé, Activités poursuivies, Activités désengagées.

En millions d'euros	Période close le 30 septembre 2016				Période close le 30 septembre 2015			
	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies		Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies	
			Récurrent	Non récur.			Récurrent	Non récur.
Chiffre d'affaires	601,9	-	601,9	-	663,4	5,0	658,4	-
EBITDA récurrent	171,1	-	171,1	-	209,3	(7,8)	217,0	-
EBITDA	168,6	-	171,1	(2,5)	200,6	(12,4)	217,0	(4,1)
Résultat d'exploitation	124,6	-	127,1	(2,5)	155,7	(22,4)	182,2	(4,1)
Résultat avant impôt	68,8	-	71,3	(2,5)	91,7	(22,4)	118,2	(4,1)
Résultat de la période	38,8	-	40,5	(1,6)	50,9	(13,1)	66,5	(2,5)

Depuis 2015, SoLocal Group isole la dynamique des activités poursuivies de celle des activités dont il s'est désengagé. Les indicateurs de performance financière sont commentés sur le périmètre des activités poursuivies. L'EBITDA récurrent exclut les éléments non récurrents tels que les coûts de restructuration.

Compte de résultat consolidé des activités poursuivies au 30 septembre 2016 et au 30 septembre 2015

SoLocal Group	Activités poursuivies						
	Période close le 30 septembre 2016			Période close le 30 septembre 2015			variation récurrent 2016/2015
	Total	Récurrent	Non récurrent	Total	Récurrent	Non récurrent	
En millions d'euros							
Chiffre d'affaires	601,9	601,9	-	658,4	658,4	-	-8,6%
Charges externes nettes	(156,4)	(156,4)	-	(149,2)	(149,2)	-	4,8%
Frais de personnel	(274,4)	(274,4)	-	(292,2)	(292,2)	-	-6,1%
EBITDA récurrent	171,1	171,1	-	217,0	217,0	-	-21,2%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>28,4%</i>	<i>28,4%</i>	-	<i>33,0%</i>	<i>33,0%</i>	-	
Eléments non récurrents	(2,5)	-	(2,5)	(4,1)	-	(4,1)	-
EBITDA	168,6	171,1	(2,5)	213,0	217,0	(4,1)	-21,2%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>28,0%</i>	<i>28,4%</i>	-	<i>32,4%</i>	<i>33,0%</i>	-	
Dépréciations et amortissements	(44,1)	(44,1)	-	(34,9)	(34,9)	-	26,4%
Résultat d'exploitation	124,6	127,1	(2,5)	178,1	182,2	(4,1)	-30,2%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>20,7%</i>	<i>21,1%</i>	-	<i>27,1%</i>	<i>27,7%</i>	-	
Produits financiers	0,8	0,8	-	1,6	1,6	-	-50,0%
Charges financières	(56,6)	(56,6)	-	(65,7)	(65,7)	-	-13,9%
Charges financières nettes	(55,8)	(55,8)	-	(64,1)	(64,1)	-	-12,9%
Quote-part de résultat des	-	-	-	0,1	0,1	-	-100,0%
Résultat avant impôt	68,8	71,3	(2,5)	114,1	118,2	(4,1)	-39,7%
Impôt sur les sociétés	(30,0)	(30,8)	0,9	(50,1)	(51,6)	1,5	-40,3%
Résultat de la période	38,8	40,5	(1,6)	64,0	66,5	(2,5)	-39,1%

Détail du chiffre d'affaires et de l'EBITDA consolidé des activités poursuivies, au 30 septembre 2016 et au 30 septembre 2015 :

SoLocal Group	Activités poursuivies		
	Période close le 30 septembre 2016	Période close le 30 septembre 2015	Variation 2016/2015
En millions d'euros			
Internet	477,8	477,0	0,2%
Imprimés & Vocal	124,1	181,4	-31,6%
Chiffre d'affaires	601,9	658,4	-8,6%
<i>Chiffre d'affaires Internet en % du</i>	<i>79,4%</i>	<i>72,4%</i>	
Internet	136,6	155,3	-12,0%
Imprimés & Vocal	34,5	61,8	-44,2%
EBITDA récurrent ¹	171,1	217,0	-21,2%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>			
<i>Internet</i>	<i>28,6%</i>	<i>32,6%</i>	
<i>Imprimés & Vocal</i>	<i>27,8%</i>	<i>34,1%</i>	

¹ L'EBITDA récurrent a été ajusté à la marge en ce qui concerne la ventilation des EBITDA Internet et Imprimés & Vocal sur 2015 par rapport à la publication des informations financières consolidées au 30 septembre 2015 pour avoir des indicateurs établis sur des méthodes comparables.

1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent des activités poursuivies

Le chiffre d'affaires atteint 601,9 millions d'euros au 30 septembre 2016, en baisse de -8,6% par rapport au 30 septembre 2015 :

- Le chiffre d'affaires Internet de 477,8 millions d'euros au 30 septembre 2016 (représentant 79,4% du chiffre d'affaires total, soit +7,0 points) est stable par rapport au 30 septembre 2015, la dynamique positive du Marketing Digital compensant le repli du Search Local,
- Le Chiffre d'affaires Imprimés & Vocal à 124,1 millions d'euros enregistre une baisse de -31,6% sur la période, principalement impactée par le fort repli des PagesBlanches.

L'EBITDA récurrent atteint 171,1 millions d'euros au 30 septembre 2016, en baisse de -21,2% par rapport au 30 septembre 2015.

Le taux de marge EBITDA / CA s'établit à 28,4% au 30 septembre 2016, en baisse de -4,6 points par rapport au 30 septembre 2015, en raison principalement du repli du chiffre d'affaires partiellement compensé par une diminution des frais de personnel.

1.2.2. Analyse du résultat d'exploitation des activités poursuivies

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation consolidé des activités poursuivies du Groupe au 30 septembre 2015 et au 30 septembre 2016 :

SoLocal Group	Activités poursuivies						
	Période close le 30 septembre 2016			Période close le 30 septembre 2015			variation récurrent 2016/2015
	Total	Récurrent	Non récurrent	Total	Récurrent	Non récurrent	
En millions d'euros							
EBITDA récurrent	171,1	171,1	-	217,0	217,0	-	-21,2%
Eléments non récurrents	(2,5)	-	(2,5)	(4,1)	-	(4,1)	-
EBITDA	168,6	171,1	(2,5)	213,0	217,0	(4,1)	-21,2%
Dépréciations et amortissements	(44,1)	(44,1)	-	(34,9)	(34,9)	-	26,4%
Résultat d'exploitation	124,6	127,1	(2,5)	178,1	182,2	(4,1)	-30,2%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>20,7%</i>	<i>21,1%</i>	<i>-0,4%</i>	<i>27,1%</i>	<i>27,7%</i>	<i>-0,6%</i>	

Les dépréciations et amortissements du Groupe s'élèvent à -44,1 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre -34,9 millions d'euros au 30 septembre 2015, soit une augmentation de +9,2 millions d'euros (+26,4%) en raison des investissements liés à la refonte des outils informatiques.

Le résultat d'exploitation récurrent du Groupe est en baisse de -30,2% par rapport au 30 septembre 2015 à 127,1 millions d'euros. Cette baisse de -55,1 millions d'euros résulte pour -45,9 millions d'euros de la baisse de l'EBITDA récurrent et de l'augmentation des dotations aux amortissements pour -9,2 millions d'euros.

1.2.3. Analyse du résultat de la période des activités poursuivies

Le tableau suivant présente le résultat de la période des activités poursuivies du Groupe au 30 septembre 2015 et au 30 septembre 2016 :

SoLocal Group	Activités poursuivies						variation récurrent 2016/2015
	Période close le 30 septembre 2016			Période close le 30 septembre 2015			
	Total	Récurrent	Non récurrent	Total	Récurrent	Non récurrent	
En millions d'euros							
Résultat d'exploitation	124,6	127,1	(2,5)	178,1	182,2	(4,1)	-30,2%
Produits financiers	0,8	0,8	-	1,6	1,6	-	-50,0%
Charges financières	(56,6)	(56,6)	-	(65,7)	(65,7)	-	-13,9%
Charges financières nettes	(55,8)	(55,8)	-	(64,1)	(64,1)	-	-12,9%
Quote-part de résultat des	-	-	-	0,1	0,1	-	-100,0%
Résultat courant avant impôt	68,8	71,3	(2,5)	114,1	118,2	(4,1)	-39,7%
Impôt sur les sociétés	(30,0)	(30,8)	0,9	(50,1)	(51,6)	1,5	-40,3%
Résultat de la période	38,8	40,5	(1,6)	64,0	66,5	(2,5)	-39,1%

1.2.3.1. Charges financières nettes

Les charges financières nettes du Groupe représentent -55,8 millions d'euros au 30 septembre 2016 en diminution de -12,9% principalement en raison de l'arrivée à maturité en septembre 2015 des instruments de couverture.

1.2.3.2. Résultat récurrent de la période

La charge d'impôt sur les sociétés s'établit à -30,8 millions d'euros au 30 septembre 2016 en diminution de -40,3% par rapport au 30 septembre 2015, en ligne avec le résultat avant impôt.

Le résultat récurrent s'élève à +40,5 millions d'euros au 30 septembre 2016 en diminution de -39,1% par rapport au résultat récurrent des activités poursuivies au 30 septembre 2015.

1.2.3.3. Résultat de la période

Le résultat net des activités désengagées est nul au 30 septembre 2016, le désengagement des activités Internet non en croissance et non rentables ayant été totalement achevé en 2015.

Le résultat net du Groupe atteint 38,8 millions d'euros au 30 septembre 2016, soit une baisse de -39,4% par rapport au 30 septembre 2015.

1.2.3.4. Présentation du résultat et des flux de trésorerie consolidés avec le détail des « Activités poursuivies » et des « Activités désengagées »

1.2.3.4.1 Etat du résultat

(Montants en milliers d'euros)

	Période close le 30 septembre 2016				Période close le 30 septembre 2015			
	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies		Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies	
			Récurrent	Non récur.			Récurrent	Non récur.
Chiffre d'affaires	601 893	-	601 893	-	663 384	4 977	658 407	-
Charges externes nettes	(156 404)	-	(156 404)	-	(156 791)	(7 580)	(149 211)	-
Frais de personnel	(274 365)	-	(274 365)	-	(297 338)	(5 178)	(292 160)	-
EBITDA récurrent	171 123	-	171 123	-	209 255	(7 781)	217 036	-
Eléments non récurrents	(2 502)	-	-	(2 502)	(8 636)	(4 570)	-	(4 066)
EBITDA	168 621	-	171 123	(2 502)	200 619	(12 351)	217 036	(4 066)
Dépréciations et amortissemen	(44 064)	-	(44 064)	-	(44 920)	(10 058)	(34 862)	-
Résultat d'exploitation	124 557	-	127 059	(2 502)	155 700	(22 409)	182 175	(4 066)
Produits financiers	815	-	815	-	1 605	-	1 605	-
Charges financières	(56 596)	-	(56 596)	-	(65 710)	(2)	(65 708)	-
Charges financières nettes	(55 781)	-	(55 781)	-	(64 105)	(2)	(64 103)	-
Quote-part de résultat des entreprises associées	-	-	-	-	107	-	107	-
Résultat avant impôt	68 776	-	71 278	(2 502)	91 702	(22 411)	118 179	(4 066)
Impôt sur les sociétés	(29 951)	-	(30 812)	862	(40 805)	9 285	(51 635)	1 545
Résultat de la période	38 825	-	40 466	(1 640)	50 897	(13 126)	66 544	(2 521)

1.2.3.4.2 Etat des flux de trésorerie

En millions d'euros	Période close le 30 septembre 2016	Période close le 30 septembre 2015
EBITDA récurrent	171,1	217,0
Eléments non monétaires inclus dans l'EBITDA	4,3	9,3
Variation du besoin en fonds de roulement	(52,3)	(31,7)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(48,8)	(52,8)
Résultat financier (dé)encaissé	(35,2)	(55,3)
Eléments non récurrents	(21,7)	(20,0)
Impôt sur les sociétés décaissé	2,3	(8,6)
Cash flow net des activités poursuivies	19,8	58,0
Cash flow net des activités désengagées	-	(5,4)
Cash flow net	19,8	52,6
Augmentation (diminution) des emprunts	11,5	(30,3)
Augmentation de capital nette de frais	(0,0)	2,6
Autres	5,7	0,7
Variation nette de trésorerie	36,9	25,6
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	53,3	43,6
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	90,2	69,2

1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissements consolidées

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie des **activités poursuivies** du Groupe au 30 septembre 2015 et au 30 septembre 2016 :

SoLocal Group	Activités poursuivies		
	Période close le 30 septembre 2016	Période close le 30 septembre 2015	Variation 2016/2015
En millions d'euros			
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	68,6	111,3	(42,7)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(43,5)	(49,0)	5,5
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	11,8	(31,0)	42,9
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	(0,1)	0,0	(0,1)
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	36,9	31,2	5,6

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 68,6 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre 111,3 millions d'euros au 30 septembre 2015, soit une baisse de -42,7 millions d'euros avec principalement :

- un EBITDA récurrent des activités poursuivies de 171,1 millions d'euros au 30 septembre 2016, en baisse de -45,9 millions d'euros par rapport au 30 septembre 2015,
- une augmentation de 1,6 million d'euros des éléments non récurrents (dont frais de restructuration),
- une augmentation du besoin en fonds de roulement de 52,3 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre une hausse de 31,7 millions d'euros au 30 septembre 2015, soit une variation défavorable de 20,6 millions d'euros entre les deux périodes engendrée par les pressions exercées par les clients et fournisseurs compte tenu de l'incertitude relative à la restructuration financière du Groupe,
- un décaissement net de 35,2 millions d'euros au titre des intérêts financiers au 30 septembre 2016 contre 55,3 millions d'euros au 30 septembre 2015, soit une variation favorable de 20,0 millions d'euros entre les deux périodes en partie liée à un décalage du paiement des intérêts au 1^{er} trimestre 2017 (env. 8 millions d'euros) et l'arrivée à maturité fin 2015 des instruments de couverture (11 millions d'euros),
- un encaissement net de 2,3 millions d'euros qui s'explique par le remboursement de la créance d'impôt enregistrée au 31 décembre 2015 sous déduction des acomptes versés contre un décaissement net de 8,6 millions d'euros au 30 septembre 2015.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement représentent un décaissement de 43,5 millions d'euros au 30 septembre 2016, en baisse par rapport au décaissement de 49,0 millions d'euros constaté au 30 septembre 2015, avec principalement :

- 48,8 millions d'euros au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles au 30 septembre 2016 contre 52,8 millions d'euros au 30 septembre 2015,
- 4,1 millions d'euros versés au titre du dépôt de garantie des locaux CityLights à Boulogne,
- 9,0 millions d'euros au titre de la restitution du cash collatéral versés en 2014 en garantie de deux contrats de bail commercial en l'état futur d'achèvement.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement représentent un encaissement de 11,8 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre un décaissement 31,0 millions d'euros au 30 septembre 2015 soit une variation de 42,9 millions d'euros avec principalement :

- le tirage de la ligne de crédit revolving pour un montant net 41,1 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre un remboursement de cette même ligne pour 20,0 millions d'euros au 30 septembre 2015,
- le remboursement contractuel de l'excess cash flow de la tranche A7 de l'emprunt bancaire pour un montant de 15,2 millions d'euros,
- le remboursement d'un autre emprunt pour un montant de 1,7 million d'euros,
- le traitement en minoration de la dette (et non plus en équivalent de trésorerie) du rachat d'une partie de l'emprunt obligataire pour un montant de 12,2 millions d'euros opéré en 2015.

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie du Groupe consolidé au 30 septembre 2016, au 31 décembre 2015, et au 30 septembre 2015 :

SoLocal Group (Consolidé)	Période close le 30 septembre	Exercice clos le 31 décembre	Période close le 30 septembre
En millions d'euros	2016	2015	2015
Intérêts courus non échus	0,0	0,1	0,0
Trésorerie et équivalents de	92,5	53,6	71,7
Trésorerie brute	92,5	53,7	71,7
Découverts bancaires	(2,2)	(0,4)	(2,5)
Trésorerie nette	90,2	53,3	69,2
Emprunts bancaires	783,6	800,5	798,8
Emprunt obligataire	337,8	350,0	350,0
Ligne de crédit revolving	41,1	-	-
Frais d'émission d'emprunts	(12,5)	(18,4)	(20,3)
Dettes de crédit-bail	0,4	0,7	0,8
Juste valeur des instruments de	-	-	-
Compléments de prix	2,0	2,8	1,0
Intérêts courus non échus	17,2	4,1	11,7
Autres dettes financières	5,6	4,2	5,5
Endettement financier brut	1 175,2	1 143,9	1 147,6
<i>dont courant</i>	<i>1 173,8</i>	<i>25,6</i>	<i>17,3</i>
<i>dont non courant</i>	<i>1,3</i>	<i>1 118,3</i>	<i>1 130,3</i>
Endettement net	1 085,0	1 090,5	1 078,4
Endettement net, hors juste valeur des instruments de couverture de taux et hors frais d'émission d'emprunts	1 097,5	1 108,9	1 098,7

La dette nette du Groupe est en hausse de 6,6 millions d'euros par rapport au 30 septembre 2015 et en baisse de 5,6 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015. Elle s'élève à 1 085,0 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre 1 090,5 millions d'euros au 31 décembre 2015 et 1 078,4 millions d'euros au 30 septembre 2015.

Au 30 septembre 2016, elle est principalement composée :

- d'un emprunt bancaire tranche A7, d'un montant total de 783,6 millions d'euros la maturité finale est mars 2018 (ou mars 2020 sur option),
- d'une ligne de crédit revolving intégralement tirée au 30 septembre 2016 pour 41,1 millions d'euros,
- d'un emprunt obligataire, d'un montant total de 337,8 millions d'euros, à taux fixe 8,875%, remboursable en juin 2018,

Hors frais d'émission d'emprunts, soit 12,5 millions d'euros, la dette nette s'élève à 1 097,5 millions d'euros au 30 septembre 2016.

1.4. Risques et incertitudes relatifs au dernier trimestre 2016

Le Groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) :

- Risques liés à la mise en œuvre de la stratégie du Groupe : la mise en œuvre de la stratégie du Groupe, telle que communiquée notamment dans le cadre du plan « Conquérir 2018 », présente un certain nombre de risques qui pourraient considérablement réduire le Cash Flow Net Annuel Moyen avant service de la dette. En effet, compte tenu de son profil digital dans un environnement concurrentiel en constante évolution, SoLocal Group a besoin d'une structure financière lui donnant l'agilité nécessaire pour faire face aux risques de marché et aux risques métiers tels que la pression concurrentielle, notamment dans ses verticales telles que le Commerce et les Services, l'accélération du déclin ou la hausse des coûts de production de l'activité Imprimés & Vocal, la pression croissante sur les prix accentuée dans le domaine du Marketing Digital (notamment une convergence de ces prix vers les prix américains), une évolution non anticipée du modèle économique de Search Local en cas de pénétration accrue des produits tarifés à la performance, ou encore une dégradation majeure du besoin en fonds de roulement.

Chacun de ces risques pourrait avoir une incidence négative sur le cash flow net du Groupe avant service de la dette cumulé à l'horizon du plan, d'un montant correspondant de six mois à douze mois de cash flow net moyen, ce qui pourrait avoir un impact négatif significatif sur les activités, la situation financière ou les résultats du Groupe, ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

- Incapacité à respecter ses covenants bancaires et effets d'un refinancement éventuel de la dette : avec un endettement net qui s'établit à 1 068 millions d'euros au 30 juin 2016, le covenant de levier financier du Groupe ressort à un niveau supérieur à 4,00 fois l'EBITDA consolidé tel que défini dans le contrat conclu avec les établissements financiers. En conséquence, le Groupe ne respecte donc pas son covenant bancaire sur le levier financier. En revanche, il respecte tous les autres covenants bancaires.

Comme annoncé le 1^{er} août 2016, la Société n'a pas respecté le covenant de levier financier au 30 juin 2016. Ceci confère aux créanciers statuant à la majorité des deux tiers (hors Tranche de Dette C1) la faculté de prononcer à tout moment (sous réserve des dispositions impératives du Code de commerce) l'exigibilité immédiate de l'intégralité de la dette financière de SoLocal Group soit 1,164Md€ (au 30 juin 2016, hors auto-détention).

La Société n'a pas respecté le covenant bancaire sur le levier financier au 30 septembre 2016. Ceci emporte les mêmes conséquences que le non-respect du covenant bancaire sur le levier financier au 30 juin 2016.

Dans le cadre du plan de restructuration il est prévu que les créanciers votant favorablement au plan renoncent à leurs demandes à l'égard de la Société en raison du non-respect des covenants. Ainsi, le plan de restructuration financière étant adopté par les créanciers le 12 octobre 2016, l'adoption par les actionnaires et le Tribunal de Commerce de Nanterre rendrait sans objet ce non-respect de covenant.

Au cas où les mesures de restructuration envisagées n'aboutiraient pas in fine, SoLocal Group pourrait ne plus être en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cadre normal de son activité.

- Les aspects juridiques : la survenance de procédures d'arbitrages ou de procès importants, l'incertitude ou le durcissement des réglementations applicables, en particulier l'application de restrictions au droit du Groupe de collecter des données personnelles, pourraient avoir un effet significativement défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

- Risques de marché : compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, au risque de liquidité et au risque de crédit. La société a indiqué préparer un plan de réduction drastique de sa dette. L'absence de réalisation de ce plan pourrait obérer la capacité de la société à retrouver des fondamentaux solides, mettre en œuvre sa stratégie et renouer avec la croissance.

- **Continuité d'exploitation**

Se référer à la note sur la continuité d'exploitation (cf. note 2 des comptes consolidés) qui inclut les derniers développements relatifs à la restructuration financière.

1.5. Données financières trimestrielles

Chiffre d'affaires par trimestre

En millions d'euros	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016
Chiffre d'affaires Internet	157,9	167,3	151,8	163,2	157,1	164,6	156,1
Search local	126,3	126,4	118,7	124,9	117,6	125,8	119,8
<i>Nombre de visites (en M)</i>	555	553	568	560	595	611	616
<i>ARPA¹ (en €)</i>	234	237	226	243	232	253	245
<i>Nombre de clients (en K)</i>	539	534	525	515	506	496	490
Marketing digital	31,6	40,9	33,1	38,3	39,6	38,7	36,3
<i>Taux de pénétration (en nombre de clients)²</i>	22%	22%	22%	22%	23%	23%	23%
Chiffre d'affaires Imprimés & Vocal	49,0	72,0	60,5	51,0	32,8	50,2	41,1
Chiffre d'affaires des activités poursuivies	206,9	239,3	212,3	214,2	190,0	214,8	197,2
Chiffre d'affaires des activités désengagées	2,4	1,7	0,9	0,3	-	-	-
Chiffre d'affaires consolidé	209,2	241,0	213,2	214,6	190,0	214,8	197,2

¹ Average Revenue Per Advertiser : Revenu publicitaire moyen par client

² Pourcentage des clients Internet possédant un produit « Marketing digital »

EBITDA récurrent par trimestre ¹

En millions d'euros	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016
EBITDA Internet récurrent	42,8	56,2	56,3	43,8	43,0	46,5	47,1
<i>EBITDA / CA</i>	27%	34%	37%	27%	27%	28%	30%
EBITDA Imprimés & Vocal récurrent	14,0	25,8	22,0	9,5	8,5	13,6	12,4
<i>EBITDA / CA</i>	29%	36%	36%	19%	26%	27%	30%
EBITDA récurrent des activités poursuivies	56,8	82,0	78,3	53,3	51,5	60,0	59,5
<i>EBITDA / CA</i>	27%	34%	37%	25%	27%	28%	30%
EBITDA récurrent des activités désengagées	(2,6)	(2,4)	(2,8)	(1,7)	-	-	-
EBITDA récurrent consolidé	54,2	79,6	75,5	51,6	51,5	60,0	59,5
<i>EBITDA / CA</i>	26%	33%	35%	24%	27%	28%	30%

¹ L'EBITDA récurrent a été ajusté à la marge en ce qui concerne la ventilation des EBITDA Internet et Imprimés & Vocal par trimestre sur 2015 par rapport à la publication des informations financières consolidées au 31 décembre 2015 pour avoir des indicateurs établis sur des méthodes comparables

Compte de résultat par trimestre

En millions d'euros	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016
Chiffre d'affaires	206,9	239,3	212,2	214,2	190,0	214,8	197,2
Charges externes nettes	(47,6)	(50,6)	(51,0)	(59,0)	(50,5)	(55,0)	(50,9)
Frais de personnel	(102,5)	(106,7)	(83,0)	(101,9)	(87,9)	(99,7)	(86,7)
EBITDA récurrent	56,8	82,0	78,3	53,3	51,5	60,0	59,5
Eléments non récurrents	(0,4)	(1,8)	(1,8)	(45,0)	(0,3)	(1,7)	(0,5)
EBITDA	56,4	80,1	76,5	8,3	51,2	58,3	59,1
Dépréciations et amortissements	(11,4)	(10,4)	(13,0)	(17,3)	(14,1)	(14,7)	(15,2)
Résultat d'exploitation	44,9	69,7	63,4	(9,0)	37,1	43,6	43,8
Charges financières nettes	(22,1)	(20,9)	(21,2)	(19,5)	(18,2)	(18,6)	(18,9)
Quote-part de résultat des entreprises associées	0,1	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	23,0	48,9	42,3	(28,6)	18,9	25,0	24,9
Impôt sur les sociétés	(7,9)	(22,4)	(19,9)	7,1	(7,5)	(11,2)	(11,3)
Taux d'imposition	34,2%	45,8%	47,0%	24,7%	39,4%	45,0%	45,2%
Résultat des activités poursuivies	15,1	26,5	22,4	(21,5)	11,4	13,7	13,6
Résultat des activités désengagées	(2,7)	(4,9)	(5,5)	(2,8)	-	-	-
Résultat net	12,4	21,6	16,9	(24,2)	11,4	13,7	13,6

Tableau des flux de trésorerie par trimestre

En millions d'euros	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016
EBITDA récurrent	56,8	82,0	78,3	53,3	51,5	60,0	59,5
Eléments non monétaires inclus dans l'EBITDA	2,9	1,9	4,5	0,5	(0,9)	0,8	3,8
Variation du besoin en fonds de roulement	(4,5)	(2,8)	(24,4)	21,1	(9,0)	(9,6)	(33,7)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(15,9)	(18,3)	(18,6)	(22,8)	(18,9)	(16,7)	(13,2)
Résultat financier (dé)encaissé	(12,4)	(30,1)	(12,8)	(24,2)	(2,6)	(15,9)	(16,8)
Eléments non récurrents	(5,1)	(7,8)	(7,2)	(7,8)	(3,1)	(11,6)	(6,5)
Frais d'acquisition des titres de participation & d'actifs	-	-	-	-	-	-	-
Impôt sur les sociétés décaissé	0,1	(0,7)	(7,9)	(11,3)	0,3	10,2	(8,2)
Cash flow net des activités poursuivies	21,9	24,2	11,8	8,8	17,5	17,2	(15,1)
Cash flow net des activités désengagées	(1,2)	(1,7)	(2,5)	(3,1)	-	-	-
Cash flow net	20,7	22,5	9,3	5,7	17,5	17,2	(15,1)
Augmentation (diminution) des emprunts	(18,6)	(1,3)	(10,4)	(3,5)	12,0	3,0	(3,5)
Augmentation de capital nette de frais	-	2,6	-	(0,1)	-	-	(0,0)
Autres	(3,7)	6,6	(2,1)	(17,9)	(1,2)	5,9	1,1
Variation nette de trésorerie	(1,6)	30,3	(3,2)	(15,8)	28,3	26,1	(17,5)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	43,6	42,0	72,3	69,2	53,3	81,6	107,7
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	42,0	72,3	69,2	53,3	81,6	107,7	90,2

Glossaire

Chiffre d'affaires Internet : somme du chiffre d'affaires des activités Search local et Marketing digital

Chiffre d'affaires Search local : le chiffre d'affaires concerne l'activité Search local composée des services de communication locale proposés par le Groupe dans ses sites propres, notamment PagesJaunes, Mappy, Ooreka (nouveau nom de ComprendreChoisir), A Vendre A Louer ou chez ses partenaires, notamment Google, Bing, Apple, Facebook.

Chiffre d'affaires Marketing Digital : le chiffre d'affaires concerne le Marketing digital articulé autour de 3 lignes de produits :

- Services transactionnels : en particulier la prise de rendez-vous chez les médecins (PagesJaunes Doc) et la réservation, la commande de repas auprès des restaurants (PagesJaunes Resto) et les bons plans de professionnels. SoLocal Group abandonne les «daily deals», peu fidélisants, et se concentre sur les bons plans de PagesJaunes plus valorisés par ses clients.
- Programmatique local : SoLocal Group se focalise exclusivement sur le programmatique local qui présente les plus fortes opportunités de croissance. Le Groupe accélère ses investissements dans cette technologie en s'appuyant sur la richesse de sa data locale et le succès de son offre ADhesive lancée en début d'année.
- Sites web et contenus : cette ligne de produits est aujourd'hui l'activité phare du Marketing digital du Groupe. Largement présent à l'international à travers des partenariats ou ses filiales (QDQ, Leadformance, SoLocal UK) le Groupe poursuit le développement de ces activités pour assurer la meilleure promotion des savoir-faire locaux de ses clients.

Chiffre d'affaires Imprimés & Vocal : somme des revenus issus d'une part des activités « annuaires imprimés » relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, PagesBlanches) et d'autre part des activités concernant le marketing direct traditionnel (logistique, affranchissement, mailing) et les services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008) ainsi que l'annuaire inversé QuiDonc

Nombre de clients Search local : nombre de clients moyens de la période (moyenne des clients présents au début et à la fin de la période considérée) possédant un produit de la gamme Search local

ARPA Search local : chiffre d'affaires de la période considérée rapporté au nombre de clients moyens de la période

Taux de pénétration du Marketing Digital : nombre de clients moyens de la période considérée possédant un produit de la gamme Marketing Digital, rapporté au nombre de clients moyens possédant un produit de la gamme Search local sur la même période.

Reach (indicateur défini et publié par Nielsen Médiamétrie)

Nombre de visiteurs uniques d'un site : nombre d'internautes / mobinautes / tablonauts ayant visité un site sur un mois donné

Reach : il représente le trafic, en visiteurs uniques, d'un site ou d'un groupe sur un mois donné. Il peut être exprimé en volume (nombre de visiteurs uniques) ou en ratio (par rapport à une population de référence pour le mois concerné). Le Reach du Groupe ne concerne que ses propres services. Aucun des media partenaires externes en « déportation » ne sont pris en compte dans cet indicateur

Audiences (indicateur de visites mesuré par SoLocal Group)

Déportalisées : audiences indirectes sur des contenus de marque PagesJaunes en dehors des media digitaux PagesJaunes (notamment Bing, Yahoo!, Ooreka, ...)

SEO & affiliés : audiences sur les media digitaux PagesJaunes ayant pour origine des partenaires affiliés (MSN, Nosibay, Free et Alice, Planet, L'internaute) et des moteurs de recherches (SEO, « Search Engine Optimisation »)

PagesJaunes: audiences suite à la volonté exprimée d'un utilisateur d'accéder aux media digitaux PagesJaunes (accès direct et recherche de marque sur un moteur de recherche)

2. COMPTES CONSOLIDES CONDENSES

2.1 - Etat du résultat consolidé

<i>(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)</i>	Notes	Période close le 30 Septembre 2016	Période close le 30 Septembre 2015
Chiffre d'affaires		601 893	663 384
Charges externes nettes		(156 404)	(156 791)
Frais de personnel		(274 365)	(297 338)
EBITDA récurrent		171 123	209 255
Eléments non récurrents		(2 502)	(8 636)
EBITDA		168 621	200 619
Dépréciations et amortissements (*)		(44 064)	(44 920)
Résultat d'exploitation		124 557	155 700
Produits financiers		815	1 605
Charges financières		(56 596)	(65 710)
Charges financières nettes	5	(55 781)	(64 105)
Quote-part de résultat des entreprises associées		-	107
Impôt sur les sociétés	6	(29 951)	(40 805)
Résultat de la période		38 825	50 897
Résultat de la période attribuable aux :			
- Actionnaires de SoLocal Group		38 821	50 890
- Participation ne donnant pas le contrôle		4	7
Résultat de la période par action attribuable aux actionnaires de SoLocal Group (en euros)			
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé calculé sur la base d'un nombre d'actions moyen pondéré			
- de base		1,00	1,49
- dilué		0,96	1,41
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé calculé sur la base d'un nombre d'actions existantes (au 30 septembre)			
- de base		1,00	1,31
- dilué		0,96	1,24

(*) dont Perte de valeur des écarts d'acquisition & variations earn out (yc frais de personnel)

2.2 - Etat du résultat global

(Montants en milliers d'euros)

	Période close le 30 Septembre 2016	Période close le 30 Septembre 2015
Report résultat de la période	38 825	50 897
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture :		
- Montant brut	-	8 601
- Impôt différé	-	(1 401)
- Montant net d'impôt	-	7 200
Réserves écarts actuariels IFC :		
- Montant brut	(6 982)	-
- Impôt différé	2 404	-
- Montant net d'impôt	(4 578)	-
Ecarts de conversion des activités à l'étranger	(331)	0
Total autres éléments du résultat global net d'impôt	(4 909)	7 200
Résultat global total net d'impôt	33 916	58 097
Résultat global total attribuable aux :		
- Actionnaires de SoLocal Group	33 912	58 090
- Participation ne donnant pas le contrôle	4	7

2.3 - Etat de situation financière

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 30 Septembre 2016	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 30 Septembre 2015
Actif				
Ecarts d'acquisition nets		95 507	95 107	79 692
Autres immobilisations incorporelles nettes		125 243	123 384	123 369
Immobilisations corporelles nettes		32 260	28 381	22 993
Actifs disponibles à la vente		178	179	183
Autres actifs financiers non courants		6 726	4 097	4 683
Impôts différés actifs	6	169	-	4 140
Total des actifs non courants		260 083	251 148	235 060
Stocks nets		245	653	207
Créances clients nettes		252 593	352 623	263 168
Coût d'acquisition de contrats		27 711	37 714	31 502
Autres actifs courants		29 604	24 096	38 306
Créances d'impôt sur les sociétés		2 214	16 815	2 567
Charges constatées d'avance		12 770	9 374	10 684
Autres actifs financiers courants		8 595	12 866	12 740
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	92 452	53 695	71 658
Total des actifs courants		426 184	507 836	430 832
Total actif		686 267	758 983	665 892
Passif				
Capital social		233 259	233 259	233 259
Prime d'émission		364 544	364 544	364 544
Réserves		(1 911 857)	(1 938 165)	(1 938 032)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de SoLocal Group		38 821	26 639	50 890
Autres éléments du résultat global		(13 659)	(9 081)	(15 177)
Actions propres		(4 770)	(5 209)	(5 269)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de SoLocal Group		(1 293 662)	(1 328 014)	(1 309 786)
Participation ne donnant pas le contrôle		95	79	76
Total capitaux propres		(1 293 567)	(1 327 935)	(1 309 710)
Dettes financières et dérivés non courants	7	1 319	1 118 265	1 130 274
Avantages du personnel - non courants		97 746	84 986	94 574
Provisions - non courantes		17 299	33 654	13 919
Autres passifs non courants		2	2	-
Impôts différés passifs	6	4 645	7 248	-
Total des passifs non courants		121 011	1 244 155	1 238 767
Découverts bancaires et autres emprunts courants	7	1 158 892	21 907	8 099
Intérêts courus non échus	7	17 193	4 061	11 686
Provisions - courantes		30 168	32 968	18 964
Dettes fournisseurs		85 486	95 391	90 310
Avantages du personnel - courants		97 485	120 904	96 577
Autres passifs courants		69 689	84 163	71 419
Dettes d'impôt sur les sociétés		19 957	59	15 859
Produits constatés d'avance		379 954	483 309	423 921
Total des passifs courants		1 858 823	842 764	736 834
Total passif		686 267	758 983	665 892

2.4 - Etat de variation des capitaux propres

(Montants en milliers d'euros)

	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Résultat et réserves	Opérations de couverture et écarts actuariels	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Solde au 1er janvier 2015	1 159 469 983	232 345	362 899	(7 151)	(1 934 200)	(22 377)	12	(1 368 472)	69	(1 368 403)
Résultat global total de la période					50 890			50 890	7	50 897
Autres éléments du résultat global, net de taxe						7 200	-	7 200		7 200
Résultat global total de la période, net de taxe					50 890	7 200	-	58 090	7	58 097
Augmentation de capital, nette de frais après impôt	4 569 773	914	1 645		-			2 559		2 559
Rémunération en actions					(3 844)			(3 844)		(3 844)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(377 851)			1 882				1 882		1 882
Solde au 30 septembre 2015	1 163 661 905	233 259	364 544	(5 269)	(1 887 154)	(15 177)	12	(1 309 785)	76	(1 309 709)
Résultat global total de la période					(24 251)			(24 251)	3	(24 248)
Autres éléments du résultat global, net de taxe						6 096	6	6 101		6 101
Résultat global total de la période, net de taxe					(24 251)	6 096	6	(18 150)	3	(18 147)
Impact regroupement d'actions du 26 octobre 2015	(1 120 820 984)							-		-
Augmentation de capital dans le cadre de l'ORS	152 326				(92)			(92)		(92)
Rémunération en actions					(47)			(47)		(47)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(11 550)			60				60		60
Solde au 31 décembre 2015	38 789 776	233 259	364 544	(5 209)	(1 911 544)	(9 081)	17	(1 328 014)	79	(1 327 935)
Résultat global total de la période					38 821			38 821	4	38 825
Autres éléments du résultat global, net de taxe						(4 578)	(331)	(4 909)		(4 909)
Résultat global total de la période, net de taxe					38 821	(4 578)	(331)	33 912	4	33 916
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	78 862			439				439		439
Souscription des minoritaires au capital d'Effilab Dubaï									12	12
Solde au 30 Septembre 2016	38 868 638	233 259	364 544	(4 770)	(1 872 723)	(13 659)	(313)	(1 293 662)	95	(1 293 567)

2.5 - Etat des flux de trésorerie

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 30 Septembre 2016	Période close le 30 Septembre 2015
Résultat attribuable aux actionnaires de SoLocal Group		38 821	50 890
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations et écarts d'acquisition		43 858	41 156
Variation des provisions		(14 866)	(4 764)
Rémunération en actions		-	2 912
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs		206	4 022
Produits et charges d'intérêts	5	55 781	52 998
Instruments de couverture	5	-	11 107
Charge d'impôt de l'exercice	6	29 951	40 805
Quote-part de résultat des entreprises associées		-	(107)
Participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		4	7
Diminution (augmentation) des stocks		408	1 046
Diminution (augmentation) des créances clients		99 306	176 297
Diminution (augmentation) des autres créances		1 244	4 435
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		(13 159)	(8 963)
Augmentation (diminution) des autres dettes		(140 084)	(202 005)
Variation du besoin en fonds de roulement		(52 285)	(29 191)
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		842	345
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(36 083)	(55 604)
Impôt sur les sociétés décaissé		2 334	(8 567)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		68 563	106 008
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(48 824)	(53 163)
Acquisitions / cessions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise / cédée et autres variations d'actif / passif		5 371	3 781
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement		(43 453)	(49 381)
Augmentation (diminution) des emprunts		11 454	(30 288)
Augmentation de capital nette de frais		(0)	2 559
Autres flux liés aux opérations de financement dont actions propres		379	(3 321)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		11 833	(31 050)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		(69)	2
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		36 874	25 579
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture		53 330	43 578
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	8	90 204	69 157

2.6 – Notes aux comptes consolidés condensés

Note 1 - Description de l'activité

Les principales activités du Groupe sont décrites en note 4.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe SoLocal s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés et de leur annexe est l'euro.

SoLocal Group est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (LOCAL).

Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de SoLocal Group du 24 novembre 2016.

Note 2 – Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés

Les états financiers consolidés de SoLocal Group, établis pour la période de neuf mois close au 30 septembre 2016, ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 disponibles sur le site Internet du Groupe (<http://www.solocalgroup.com/finances>), sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, à l'exception de nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2016, sans impact significatif :

- IFRS 14 Regulatory Deferral Accounts
- IFRS 11 Accounting for Acquisitions of Interests in Joint Operations
- IAS 16 et IAS 38 Clarification of Acceptable Methods of Depreciation and Amortisation
- IAS 27 Equity Method in Separate Financial Statements
- Improvements to IFRS 2012-2014 Cycle
- IAS 1 Disclosure Initiative
- IFRS 10, IFRS12 and IAS 28 Investment Entities: Applying the Consolidation Exception

Aucune de ces nouvelles normes et interprétations n'a eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 septembre 2016.

Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB, dans la mesure où serait sans incidence significative, l'application des amendements et interprétations, dont la mise en œuvre est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 dans le référentiel tel que publié par l'IASB, mais ne l'est pas encore dans le référentiel tel qu'endossé par l'Union européenne.

Le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 septembre 2016 :

- IFRS 15 Revenue from Contracts with Customers (applicable au 1er janvier 2018)
- IFRS 9 Financial Instruments (applicable au 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 9 Hedge Accounting and amendments to IFRS 9, IFRS 7 and IAS 39 (date d'application non fixée)
- IFRS 16 Leases (applicable au 1er janvier 2019)

- IAS 12 Recognition of deferred tax asset for unrealised losses (applicable au 1er janvier 2017)
- IAS 7 Disclosure initiative (applicable au 1er janvier 2017)
- Clarifications to IFRS 15 (applicable au 1er janvier 2018)
- IFRS 2 Classification and measurement of share-based payment transactions (applicable au 1er janvier 2018)
- IFRS 4 Applying IFRS 9 financial instruments with IFRS 4 insurance contracts (applicable au 1er janvier 2018)

Le Groupe est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans ses comptes futurs. A ce stade de l'analyse, les impacts attendus sur les comptes consolidés ne sont pas significatifs.

L'ensemble des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 30 septembre 2016 sont disponibles sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour préparer les états financiers, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernés les écarts d'acquisition, les coûts d'acquisition de contrats, la rémunération en actions, les coûts de restructuration et l'évaluation des passifs liés aux retraites. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction de conditions de réalisation différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Saisonnalité

Même si les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité à proprement parler, il convient de noter que, par souci d'optimisation des coûts, les dates de parution des annuaires imprimés (déterminant la reconnaissance des produits et des coûts afférents) peuvent varier d'un trimestre à l'autre, chaque annuaire imprimé ne paraissant qu'une seule fois par an.

Tests de dépréciation au 30 septembre 2016

En l'absence d'indice de perte de valeur, il n'a pas été nécessaire de réaliser, au 30 septembre 2016, des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles.

Note sur la continuité d'exploitation

La société a conduit, sous l'égide d'un mandataire ad hoc puis d'un conciliateur, un processus de négociation avec ses créanciers visant à une restructuration de sa dette financière. Celle-ci se compose d'un crédit syndiqué comprenant notamment une tranche (Tranche C1) envers Pages Jaunes Finance & CO SCA (entité sans lien capitalistique avec SoLocal Group mais faisant partie du périmètre de consolidation), cette entité ayant elle-même émis un emprunt obligataire (les « Obligations ») pour financer cette tranche.

Ces crédits, à échéances mars et juin 2018 respectivement, comprennent chacun des clauses permettant l'accélération des remboursements notamment en cas (i) de nomination d'un mandataire ad hoc ou d'un conciliateur, (ii) de bris de covenants financiers et (iii) de non-paiement des intérêts.

La désignation d'un mandataire ad hoc ou d'un conciliateur est un cas de défaut au titre des Obligations et entraîne automatiquement leur exigibilité anticipée, sauf suspension par une majorité des prêteurs obligataires. A la connaissance de la Société, l'exigibilité anticipée des Obligations n'a pas été suspendue par une majorité de prêteurs obligataires suite à la désignation d'un conciliateur le 4 novembre dernier.

L'exigibilité anticipée des Obligations devrait avoir pour conséquence l'exigibilité anticipée de la Tranche C1, mais en droit français, le cas de défaut lié à la désignation d'un mandataire ad hoc ou d'un conciliateur constitue une clause qui en application de l'article L.611-16 du Code de commerce est réputé non écrite et n'est donc pas opposable à SoLocal Group.

Au 30 juin 2016, le covenant bancaire crédit syndiqué sur le levier financier n'a pas été respecté. De ce fait, l'ensemble des dettes (Tranche A7, ligne RCF et dette obligataire) a été reclassé en dette courante. Ce non-respect permettait aux créanciers de voter, suivant des modalités prévues dans le contrat et sous réserve des dispositions légales, l'exigibilité immédiate de la dette. A noter que ce covenant bancaire n'est par ailleurs pas respecté au 30 septembre 2016.

Un accord préliminaire visant la restructuration financière de SoLocal Group a été conclu avec plus de 50% des créanciers le 1er août. Le plan de restructuration financière, approuvé par le comité des établissements de crédit et assimilés « comité des créanciers » le 12 octobre, a été soumis au vote des actionnaires le 19 octobre et rejeté par ceux-ci.

Un projet de plan de restructuration financière amendé sera soumis aux créanciers lors d'un comité des créanciers convoqué pour le 30 novembre 2016, et aux actionnaires lors d'une assemblée générale extraordinaire le 15 décembre 2016, en vue de l'audience du Tribunal de commerce de Nanterre fixée le 16 décembre.

Par ailleurs, PagesJaunes SA a décidé de ne plus octroyer de nouvelles avances de trésorerie à SoLocal Group, en conséquence, SoLocal Group pourrait être contrainte de ne pas procéder au paiement de la prochaine échéance d'intérêts sur sa dette financière (échéance du 1er décembre 2016 pour un montant d'environ 15 millions d'euros). Ce paiement serait reporté à la date de la mise en œuvre du plan révisé (si celui-ci est adopté). Le non-paiement des intérêts est un cas de défaut avéré qui permet aux créanciers de voter, suivant des modalités prévues dans le contrat et sous réserve des dispositions légales, l'exigibilité immédiate de la dette.

Cette situation crée une incertitude sur la continuité d'exploitation.

Les comptes de SoLocal Group au 30 septembre 2016 ont été établis en application du principe de continuité d'exploitation en partant de l'hypothèse que tant le comité des créanciers convoqué le 30 novembre 2016, que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée le 15 décembre 2016, approuveront le plan modifié.

Dans l'hypothèse où ce plan révisé ne serait pas adopté par les créanciers ou les actionnaires dans le calendrier prévu, SoLocal Group pourra se trouver en état de cessation de paiement, faute de pouvoir payer ses intérêts. De leur côté, les créanciers se prévaudront sans doute, à très court terme, de divers défauts intervenus ou à intervenir, pour rendre leur dette immédiatement exigible et exercer les sûretés qu'ils détiennent sur les titres de la filiale PagesJaunes SA.

SoLocal Group pourrait alors ne plus être en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cadre normal de son activité. L'application des règles et principes comptables dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer inappropriée.

En outre, si d'autres principes comptables que la continuité d'exploitation devaient être appliqués, SoLocal Group ne sait pas à ce stade en mesurer les impacts éventuels.

Note 3 - Présentation des états financiers

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts courants et différés.

L'EBITDA correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte des dépréciations et amortissements. L'EBITDA récurrent correspond à l'EBITDA avant prise en compte des éléments non récurrents tels que les frais de restructuration.

Le rapport d'activité présente les activités poursuivies du groupe. L'information sectorielle (note 4), présente le détail du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent des « Activités poursuivies » et des « Activités désengagées ».

Note 4 - Information sectorielle

En tant que leader européen de la communication digitale locale, SoLocal Group remplit une mission d'intérêt général et à fort potentiel qui consiste à « révéler les savoir-faire locaux, partout et stimuler l'activité locale des entreprises ».

SoLocal Group a généré un chiffre d'affaires de 602 millions d'euros au 30 septembre 2016 (périmètre des activités poursuivies excluant les entités cédées en 2015), ses activités Internet et Imprimés & Vocal représentant respectivement 79 % et 21 %. L'activité Internet est portée par les deux principales activités digitales que sont Search Local et Marketing Digital.

Internet

Au 30 septembre 2016, SoLocal Group a enregistré un chiffre d'affaires Internet de 478 millions d'euros, représentant 79 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Les activités Internet de SoLocal Group s'articulent désormais autour de deux lignes produits :

o En premier lieu, nous offrons des services et des solutions digitales aux entreprises pour accroître leur visibilité et développer leurs contacts au niveau local : cette activité de Search Local enregistre au 30 septembre 2016 un chiffre d'affaires de 363 millions d'euros grâce à une audience pérenne et très qualitative générée à travers nos propres marques (PagesJaunes, Mappy, Ooreka) et nos partenariats privilégiés (Google, Bing (Microsoft), Yahoo!, Apple et Facebook).

o En second lieu, nous créons et mettons à disposition des internautes le meilleur contenu local et personnalisé sur les professionnels : cette activité de Marketing Digital représente au 30 septembre 2016 un chiffre d'affaires de 115 millions d'euros. Ces technologies, très différenciantes, ont été créées au cours des cinq dernières années et connaissent une croissance rapide (+8 % au 30 septembre 2016 par rapport au 30 septembre 2015). Elles comprennent les sites & contenus, le programmatique local et les services transactionnels. Nous avons innové sur ces gammes de produits en 2015, avec une montée en gamme de notre offre de sites Internet et de product & store locator, le lancement réussi de l'offre de ciblage ADhesive, qui tire parti de nos données sur les intentions d'achat local des internautes. Et nos services transactionnels ont été rebaptisés PagesJaunes Resto et PagesJaunes Doc, mettant à profit et renforçant la puissance du trafic généré sur PagesJaunes.

Imprimés & Vocal

Les activités Imprimés & Vocal ont généré 124 millions d'euros au 30 septembre 2016. Ce segment comprend les activités du Groupe relatives à la publication, à la distribution et à la

vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, PagesBlanches), ainsi que d'autres activités du Groupe appelées « Vocal », y compris des services de renseignements téléphoniques et d'annuaire inversé.

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité :

(Montants en milliers d'euros)

Période close le 30 Septembre 2016

Période close le 30 Septembre 2015

	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies
Chiffre d'affaires	601 893	-	601 893	663 384	4 977	658 407
- Internet	477 773	-	477 773	481 956	4 977	476 979
- Imprimés & Vocal	124 120	-	124 120	181 428	-	181 428
EBITDA récurrent ¹	171 123	-	171 123	209 255	(7 781)	217 036
- Internet	136 649	-	136 649	147 527	(7 747)	155 274
- Imprimés & Vocal	34 474	-	34 474	61 728	(34)	61 762

¹ L'EBITDA récurrent a été ajusté à la marge en ce qui concerne la ventilation des EBITDA Internet et Imprimés & Vocal sur 2015 par rapport à la publication des informations financières consolidées au 30 septembre 2015 pour avoir des indicateurs établis sur des méthodes comparables.

Note 5 - Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 Septembre 2016	Période close le 30 Septembre 2015
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	699	256
Résultat de cession d'actifs financiers	(9)	7
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	-	1 342
Dividendes reçus	125	-
Produits financiers	815	1 605
Intérêts sur dettes financières	(48 144)	(48 692)
Produits / (charges) sur instruments de couverture	-	(11 107)
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	(5 840)	(5 483)
Variation de la juste valeur des actifs et passifs financiers	-	3 006
Autres frais & honoraires financiers	(1 071)	(2 431)
Coût de désactualisation (1)	(1 541)	(1 003)
Charges financières	(56 596)	(65 710)
Charges financières nettes	(55 781)	(64 105)

(1) Le coût de désactualisation correspond, à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite.

Note 6 - Impôt sur les sociétés

6.1 - Preuve d'impôt groupe

L'impôt sur les sociétés résulte de l'application du taux effectif de la période au résultat avant impôt.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 Septembre 2016	Période close le 30 Septembre 2015
Résultat net des activités avant impôt	68 776	91 702
Quote-part de résultat des entreprises associées	-	107
Résultat net des activités hors Q-P des entreprises associées avant impôt	68 776	91 594
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%
Impôt théorique	(23 682)	(31 539)
Pertes des sociétés non intégrées fiscalement, nettes de l'impact des activités désengagées	(665)	(1 211)
Rémunération en actions	-	1 654
Filiales étrangères	860	611
Pertes de valeur des écarts d'acq. et var. compt prix	(445)	(956)
Amortissements non déductibles	-	(129)
Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (après IS)	(4 567)	(5 272)
Plafonnement de déductibilité des intérêts financiers	(4 091)	(5 097)
Régularisation IS sur exercices antérieurs	217	-
Taxe additionnelle de 10,7%	-	(3 170)
Autres produits non taxables et charges non déductibles (dont CIR)	2 421	4 305
Impôt effectif	(29 951)	(40 805)
<i>dont impôt courant</i>	<i>(32 439)</i>	<i>(40 970)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>2 488</i>	<i>165</i>
Taux d'imposition effectif	43,5%	44,5%

6.2 - Impôt au bilan

La position bilancielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 Septembre 2016	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 30 Septembre 2015
Indemnités de départ en retraite	28 797	24 793	29 457
Participation des salariés	2 020	2 204	2 856
Provisions non déductibles	1 536	2 344	650
Autres différences	1 458	1 285	1 522
Sous-total impôts différés actifs	33 811	30 626	34 485
Frais d'émission d'emprunts	(6 882)	(7 186)	(7 602)
Autres différences (dont CIR)	(2 178)	-	-
Amortissements à caractère fiscal	(29 227)	(30 688)	(22 743)
Sous-total impôts différés passifs	(38 287)	(37 874)	(30 345)
Total impôts différés actifs / (passifs), nets	(4 476)	(7 248)	4 140
<i>Impôts différés à l'actif</i>	169	-	4 140
<i>Impôts différés au passif</i>	(4 645)	(7 248)	-

Aucun impôt différé actif relatif aux déficits reportables de QDQ Media n'a été comptabilisé au bilan. Le montant de l'impôt différé non reconnu au 30 septembre 2016 est estimé à 65,3 millions d'euros.

Les impôts différés passifs au bilan passent de 7,2 millions d'euros au 31 décembre 2015 à 4,6 millions d'euros au 30 septembre 2016.

Au bilan du 30 septembre 2016, l'impôt sur les sociétés représente une créance de 2,2 millions d'euros et une dette d'un montant de 20,0 millions d'euros. Au bilan du 30 septembre 2015, l'impôt sur les sociétés représentait une créance de 2,6 millions d'euros et une dette d'un montant de 15,9 millions d'euros.

(en milliers d'euros)	Période close le 30 Septembre 2016	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 30 Septembre 2015
Solde en début d'exercice	(7 248)	6 928	6 928
Variations enregistrées en capitaux propres	2 470	(6 106)	(2 953)
Variations enregistrées en résultat	2 488	(8 070)	165
Autres variations	(2 186)	-	-
Solde en fin d'exercice	(4 476)	(7 248)	4 140

Note 7 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période close le 30 Septembre 2016	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 30 Septembre 2015
Intérêts courus non échus	1	122	1
Equivalents de trésorerie	10 243	36 602	57 511
Trésorerie	82 208	16 971	14 146
Trésorerie brute	92 452	53 695	71 658
Découverts bancaires	(2 248)	(365)	(2 502)
Trésorerie nette	90 204	53 330	69 157
Emprunt bancaire	783 638	800 483	798 805
Emprunt obligataire	337 846	350 000	350 000
Ligne de crédit revolving tirée	41 089	-	-
Frais d'émission d'emprunts	(12 545)	(18 385)	(20 270)
Dettes de crédit-bail	353	708	805
Compléments de prix sur acquisition de titres	1 988	2 759	1 009
Intérêts courus non échus	17 193	4 061	11 686
Autres dettes financières	5 594	4 242	5 522
Endettement financier brut	1 175 156	1 143 868	1 147 557
<i>dont courant</i>	<i>1 173 837</i>	<i>25 603</i>	<i>17 283</i>
<i>dont non courant</i>	<i>1 319</i>	<i>1 118 265</i>	<i>1 130 274</i>
Endettement net	1 084 952	1 090 538	1 078 400

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 30 septembre 2016, les équivalents de trésorerie s'élèvent à 10,2 millions d'euros et sont principalement constitués d'OPCVM et de comptes à terme rémunérés non bloqués.

Ils sont évalués et gérés sur la base de leur juste valeur.

Emprunt bancaire (contrat de crédit syndiqué)

Le contrat de crédit syndiqué a été amendé en septembre 2014 et contient les *covenants* financiers suivants :

- le ratio de dette nette consolidée sur EBITDA consolidé (le « **Ratio de Levier** ») doit être inférieur ou égal à 4,00 à chaque date de fin de trimestre civil sur la durée restante du contrat (EBITDA et dette nette consolidés tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers, à noter que la définition de l'EBITDA pour le calcul des *covenants* est différente de celle de l'EBITDA reporté dans les présents comptes) ;
- le ratio EBITDA consolidé par la charge nette consolidée d'intérêts doit être supérieur ou égal à 3,00 à chaque date de fin de trimestre civil sur la durée restante du contrat (EBITDA et charge nette consolidés tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;

- si le Ratio de Levier est supérieur à 3,50, un montant maximal d'investissements de 70 millions d'euros au cours de l'exercice annuel suivant.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comporte en outre des clauses de remboursement anticipé obligatoire dont notamment :

- une clause de remboursement anticipé obligatoire applicable en cas de changement de contrôle de la Société résultant de l'acquisition des actions de la Société ; et
- une clause de remboursement anticipé partiel pour chaque année civile à hauteur d'un pourcentage des flux de trésorerie consolidés du Groupe diminués du service de la dette, ce pourcentage variant en fonction du niveau du Ratio de Levier (67% si le Ratio est supérieur à 3,00, 50% s'il est compris entre 2,50 et 3,00 et 25% s'il est inférieur à 2,50).

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend également certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment les engagements suivants :

- obligation de maintenir certaines autorisations ;
- restrictions relatives à l'octroi de sûretés ;
- restrictions relatives à la réalisation de fusions, scissions ou autre restructurations ;
- engagement de ne pas changer la nature générale des activités de la Société et du Groupe par rapport à leur activité à la date de conclusion du contrat de crédit syndiqué ;
- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par les filiales de la Société ; et
- interdiction pour la Société de réaliser des distributions de dividendes, amortissements et réductions de son capital et autres distributions en numéraire relatives à son capital tant que le Ratio de Levier est supérieur à 3,00.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend enfin des clauses de défaut usuelles (notamment en cas de défaut de paiement, de non-respect des covenants financiers ou des engagements de la Société (dont les engagements visés ci-dessus), de défaut croisé et d'ouverture d'une procédure de prévention ou de traitement des difficultés des entreprises) permettant aux prêteurs de déclarer la déchéance du terme des crédits qu'ils ont consenti à la Société et d'annuler leurs engagements au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

L'emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros visé ci-dessus a été émis par l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA (qui n'est pas une entité affiliée de la Société) et ses produits ont été utilisés par cette dernière pour financer la mise à disposition de la Société d'une Tranche C1 au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

La clause de remboursement anticipé obligatoire du contrat de crédit syndiqué de la Société en cas de changement de contrôle n'est pas applicable à la Tranche C1. En cas de changement de contrôle de la Société, la Société devra payer à PagesJaunes Finance & Co SCA (qui est le seul prêteur au titre de la Tranche C1) un montant au titre de la Tranche C1 tel qu'il permettra à PagesJaunes Finance & Co SCA de racheter aux obligataires qui le souhaitent leurs obligations au titre de l'emprunt obligataire susvisé.

Par ailleurs, PagesJaunes Finance & Co SCA et la Société ont conclu un accord séparé prévoyant notamment certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment des engagements relatifs aux mêmes sujets que ceux prévus par le contrat de crédit syndiqué de la Société visés ci-dessus et les engagements suivants :

- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par la Société et ses filiales ; et
- interdiction de réaliser certains paiements notamment au titre notamment de distributions de dividendes, d'acquisitions et de l'octroi de prêts.

Le taux de référence est Euribor ou Libor augmenté d'une marge.

Au 30 septembre 2016, la dette bancaire se décompose de la manière suivante :

- Tranche A7 au nominal de 783,6 millions d'euros : maturité mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020 (sous condition de refinancement de l'emprunt obligataire de 350 millions d'euros avant mars 2018), remboursable *in fine* sous déduction des remboursements partiels décrits ci-dessus, marge de 400 bps si le Ratio de Levier est supérieur à 3,00 (325 bps si le Ratio est compris entre 2,50 et 3,00 et, 250 bps s'il est inférieur à 2,50) ;
- Ligne de crédit revolving RCF 3 : au nominal de 41,1 millions d'euros et intégralement tirée au 30 septembre 2016, amortissable de 2,7 millions d'euros à chaque trimestre et une maturité finale mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020, même marge que la tranche A7.

Emprunt obligataire

Par ailleurs, SoLocal Group dispose, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA, entité non affiliée et consolidée, d'un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros. Cet emprunt est à taux fixe 8,875%, il est remboursable le 1^{er} juin 2018. Au 30 septembre 2016, le montant est de 337,8 millions d'euros suite au rachat partiel de 12,2 millions d'euros par le groupe.

Se référer à la note sur la continuité d'exploitation (cf. note 2) qui inclut les derniers développements relatifs à la restructuration financière.

Compléments de prix sur acquisition de titres

Dans le cadre des acquisitions réalisées en 2014 et 2015, des compléments de prix pourraient être versés en 2016, 2017 et 2018 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies. Au 30 septembre 2016, ils ont été estimés à 2,0 millions d'euros.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par SoLocal Group et du préfinancement du CICE.

Note 8 - Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance passent de 424 millions d'euros au 30 septembre 2015 à 380 millions d'euros au 30 septembre 2016. Cette baisse est à mettre en relation avec la baisse significative du niveau de l'activité « Imprimés & Vocal », une déformation du mix produits vers des produits à durée de vie plus courte et, dans une moindre mesure, un rythme de prospection qui continue de se modifier légèrement suite à la phase de transformation de l'activité commerciale du Groupe.

Note 9 - Capitaux propres

Au 30 septembre 2016, SoLocal Group détenait un total de 7 926 de ses propres actions comptabilisées en diminution des capitaux propres dont :

- 3 988 actions au travers du contrat de liquidité,
- 3 938 actions en direct, hors contrat de liquidité.

Le capital social de SoLocal Group est composé de 38 876 565 actions de 6,00 euros de valeur nominale chacune, soit un montant total de 233 259 384 euros (actions auto détenues non déduites).

Note 10 – Evolution du périmètre de consolidation

Entités	Pays	Au 30 septembre 2016		Au 31 décembre 2015	
		Intérêt	Droits de vote	Intérêt	Droits de vote
Sociétés consolidées par intégration globale (contrôle exclusif)					
SoLocal Group (consolidante)	France	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes	France	100%	100%	100%	100%
QDQ Media	Espagne	100%	100%	100%	100%
Optimizacllick	Espagne	100%	100%	100%	100%
Trazada	Espagne	100%	100%	100%	100%
Euro Directory	Luxembourg	100%	100%	100%	100%
PJMS	France	100%	100%	100%	100%
Mappy	France	100%	100%	100%	100%
Retail Explorer	France	100%	100%	100%	100%
Leadformance	France	100%	100%	100%	100%
Net Vendeur	France	100%	100%	100%	100%
Digital To Store	Royaume Uni	100%	100%	100%	100%
Horyzon Worldwide	Espagne	100%	100%	100%	100%
Yelster Digital	Autriche	100%	100%	100%	100%
ClicRDV	France	100%	100%	100%	100%
Fine Media	France	100%	100%	100%	100%
Chronorest (CD&Co)	France	100%	100%	100%	100%
Orbit Interactive	Maroc	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes Finance & Co	Luxembourg	-	-	- (*)	- (*)
Effilab	France	100%	100%	100%	100%
Effilab Australie ⁽¹⁾	Australie	51%	51%	-	-
Effilab Dubaï ⁽²⁾	Emirats Arabes Unis	51%	51%	-	-

(1) créée le 7 mars 2016

(2) créée le 1^{er} janvier 2016

(*) Erreur matérielle dans les comptes consolidés au 31 décembre 2015, consolidation sur la base du contrôle exclusif comme indiqué dans la « Note 26 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net » et la note « Note 31 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan » dans les comptes consolidés 2015.

Note 11 - Information sur les parties liées

Il n'y a pas eu de nouvelles transactions ni d'évolution significatives sur les parties liées au cours des 9 premiers mois 2016.

Note 12 – Engagements hors bilan

Il n'y a pas eu de nouveaux engagements significatifs au cours des 9 premiers mois 2016.

Note 13 – Litiges

Durant l'année 2013, PagesJaunes a dû procéder à une nouvelle réorganisation afin de garantir sa pérennité face à un environnement professionnel en permanente évolution et de fortes menaces concurrentielles. Un projet d'évolution du modèle et de l'organisation de PagesJaunes a été présenté aux Instances Représentatives du Personnel de l'entreprise à partir de septembre 2013. Parallèlement, la Direction a négocié avec les organisations syndicales représentatives, un accord majoritaire portant sur des mesures sociales d'accompagnement. Cet accord a été signé le 20 novembre 2013. Au terme de ces travaux avec les représentants du personnel, ce plan prévoyait une réorganisation assortie de modifications des contrats de travail de l'ensemble de la force de vente, un projet sans licenciements secs dont le solde net global est, en revanche, créateur de 48 emplois supplémentaires au sein de l'entreprise. Cet accord a fait l'objet d'une décision de validation par la DIRECCTE le 2 janvier 2014.

311 salariés ayant refusé la modification de leur contrat de travail liée à cette réorganisation, 280 d'entre eux ont été licenciés. Un salarié de l'entreprise a décidé de contester la décision de validation de l'accord collectif comportant les mesures du plan de sauvegarde de l'emploi devant les juridictions administratives. Dans un premier temps, son recours a été rejeté par le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un jugement en date du 22 mai 2014.

Puis, par un arrêt du 22 octobre 2014, la Cour Administrative d'Appel de Versailles a annulé le jugement précité, ainsi que la décision de l'autorité administrative portant validation de l'accord conclu le 20 novembre 2013.

La société PagesJaunes et le Ministre du Travail ont formé un pourvoi contre cet arrêt devant le Conseil d'Etat.

Le 22 juillet 2015, la Haute Autorité a rejeté ce pourvoi, et confirmé la décision de la Cour Administrative de Versailles, annulant ainsi définitivement la décision administrative initiale de validation. La motivation retenue par la Cour d'Appel de Versailles, confirmée par le Conseil d'Etat, porte sur le caractère majoritaire de l'accord du 20 novembre 2013, ces juges ayant retenu que le signataire de cet accord au nom du syndicat FORCE OUVRIERE ne disposait pas, à cette date, d'un mandat de délégué syndical central, en l'absence de désignation écrite par son syndicat postérieurement aux dernières élections professionnelles.

A ce jour, 3 procédures devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise en annulation des décisions d'autorisations de licenciement sont en cours.

PagesJaunes a introduit un recours judiciaire devant ce même tribunal contre une décision de refus d'autorisation sur recours hiérarchique introduit par une autre salariée.

Ce dossier est toujours en cours.

Par ailleurs, plus de 200 procédures judiciaires ont été introduites devant les juridictions prud'homales par des salariés se prévalant des conséquences de l'annulation de la décision administrative de validation de l'accord collectif relatif au plan de sauvegarde de l'emploi par la Cour Administrative d'Appel de Versailles, qui leur permet, en l'état des textes de loi, de revendiquer des demandes indemnitaires sur le fondement des articles L.1235-10, -11 et -16 du Code du travail.

Par ailleurs, la Cour d'Appel de Rennes qui n'avait pas souhaité sursoir à statuer en attendant l'arrêt de la Cour de cassation a, dans un arrêt du 9 mars 2016, condamné PagesJaunes à payer aux 20 demandeurs une provision en référé sur ces indemnités correspondant à 6 mois de rémunération.

A la date du présent document, 26 décisions ont été rendues au fond.

Dans leur grande majorité, ces décisions prononcent des condamnations de paiement à l'égard de la société, égales au niveau du plancher légal d'indemnisation sur le fondement de l'article L.1235-16 du Code du travail soit six mois de salaire et rejettent majoritairement les demandes annexes.

Toutefois quelques décisions ont pris des positions différentes :

- Un jugement prononce la nullité du licenciement et ordonne des condamnations indemnitaires plus lourdes
- Deux jugements ont prononcé la résiliation judiciaire des contrats de travail des salariées (il s'agit de cas particuliers qui avaient engagé une action judiciaire avant leur licenciement)
- Deux jugements déboutent totalement le salarié licencié de l'intégralité de ses demandes

Les décisions relatives aux autres demandes introduites devant les tribunaux devraient être rendues entre fin novembre 2016 et le premier semestre 2017.

Demeurent un certain nombre de litiges pour lesquels les demandeurs sollicitent la nullité de leur licenciement en application de l'article L1235-10 et L1235-11 du code du travail, sans évoquer, même à titre subsidiaire, l'application de l'article L1235-16 du code du travail.

La Société a reconnu dans les comptes consolidés de l'exercice 2015 l'impact exceptionnel lié aux décisions de justice qui ont annulé la validation par la DIRECCTE du Plan de Sauvegarde de l'Emploi. Cette provision complémentaire est de 35 millions d'euros et comptabilisée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2015. Elle correspond à une hypothèse prudente dans un contexte d'incertitude juridique élevée, renforcé récemment par des décisions de conseils de prudhommes contradictoires. De nombreux recours ont été engagés par SoLocal Group pour contester ces décisions. Au 30 septembre 2016, la provision restant dans les comptes était de 31,8 millions d'euros.

La société a poursuivi le déploiement de sa réorganisation et a donc relancé une procédure de PSE pour les salariés qui n'avaient pas pu être licenciés du fait de cette invalidation. Parmi les salariés concernés par ce plan, 4 salariés encore en poste, ont formé devant le Tribunal administratif de Cergy Pontoise une requête en annulation de la décision d'homologation de la DIRECCTE (en l'absence d'accord, un document unilatéral a été établi par la société et homologué par la DIRECCTE le 22 avril 2016). Ces 4 salariés ont par ailleurs formulé des demandes indemnitaires dans le cadre d'une action en résiliation judiciaire de leurs contrats de travail introduite devant les conseils de prudhommes de Boulogne Billancourt et de Nantes. Les procédures initiées devant le Tribunal administratif de Cergy Pontoise et les conseils de prudhommes de Boulogne Billancourt et de Nantes ont pris fin et les salariés se sont désistés.

La société PagesJaunes a fait l'objet d'une assignation par un fournisseur pour rupture brutale de contrat. La société PJSA conteste vigoureusement les termes de cette assignation. N'étant pas en mesure d'estimer de manière fiable les conséquences financières de ce litige, elle n'a pas pu constater de provisions au 30/09/2016 au titre de ce risque, qui a donc été traité comme un passif éventuel.

Par ailleurs, la société a reçu une notification de redressement par l'URSSAF et a partiellement provisionné le montant demandé. La société conteste l'un des éléments du redressement et estime pouvoir obtenir une décision favorable.

Note 14 - Informations sur les activités poursuivies et désengagées, au 30 septembre 2016

Etat du résultat

(Montants en milliers d'euros)

	Période close le 30 septembre 2016				Période close le 30 septembre 2015			
	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies		Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies	
			Récurrent	Non récur.			Récurrent	Non récur.
Chiffre d'affaires	601 893	-	601 893	-	663 384	4 977	658 407	-
Charges externes nettes	(156 404)	-	(156 404)	-	(156 791)	(7 580)	(149 211)	-
Frais de personnel	(274 365)	-	(274 365)	-	(297 338)	(5 178)	(292 160)	-
EBITDA récurrent	171 123	-	171 123	-	209 255	(7 781)	217 036	-
Eléments non récurrents	(2 502)	-	-	(2 502)	(8 636)	(4 570)	-	(4 066)
EBITDA	168 621	-	171 123	(2 502)	200 619	(12 351)	217 036	(4 066)
Dépréciations et amortissemen	(44 064)	-	(44 064)	-	(44 920)	(10 058)	(34 862)	-
Résultat d'exploitation	124 557	-	127 059	(2 502)	155 700	(22 409)	182 175	(4 066)
Produits financiers	815	-	815	-	1 605	-	1 605	-
Charges financières	(56 596)	-	(56 596)	-	(65 710)	(2)	(65 708)	-
Charges financières nettes	(55 781)	-	(55 781)	-	(64 105)	(2)	(64 103)	-
Quote-part de résultat des entreprises associées	-	-	-	-	107	-	107	-
Résultat avant impôt	68 776	-	71 278	(2 502)	91 702	(22 411)	118 179	(4 066)
Impôt sur les sociétés	(29 951)	-	(30 812)	862	(40 805)	9 285	(51 635)	1 545
Résultat de la période	38 825	-	40 466	(1 640)	50 897	(13 126)	66 544	(2 521)

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(Montants en milliers d'euros)

	Période close le 30 septembre 2016			Période close le 30 septembre 2015		
	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies
EBITDA récurrent	171 123	-	171 123	209 255	(7 781)	217 036
Eléments non monétaires inclus dans l'EBITDA (dont part non cash rém. en actions)	4 304	-	4 304	9 916	649	9 267
Variation du besoin en fonds de roulement	(52 285)	-	(52 285)	(29 191)	2 494	(31 685)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(48 824)	-	(48 824)	(53 163)	(390)	(52 773)
Cash flow opérationnel récurrent	74 319	-	74 319	136 818	(5 028)	141 846
Résultat financier (dé)encaissé	(35 241)	-	(35 241)	(55 259)	(1)	(55 258)
Eléments non récurrents décaissés	(21 660)	-	(21 660)	(20 404)	(375)	(20 029)
Impôt sur les sociétés décaissé	2 334	-	2 334	(8 567)	30	(8 597)
Cash flow net	19 752	-	19 752	52 588	(5 374)	57 961
Augmentation (diminution) des emprunts	11 454			(30 288)		
Augmentation de capital nette de frais	(0)			2 559		
Autres	5 668			720		
Variation nette de trésorerie	36 874			25 579		
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	53 330			43 578		
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	90 204			69 157		

Note 15 - Evénements postérieurs à l'arrêté du 30 septembre 2016

A la suite de l'Assemblée Générale des actionnaires du 19 octobre 2016 ayant rejeté le projet de restructuration financière, la Société et les créanciers ont repris les discussions sous l'égide du mandataire ad hoc, afin d'améliorer les termes de ce projet à l'égard des actionnaires et de la Société.

SoLocal Group a trouvé le 2 novembre 2016 un accord sur un projet révisé, avec trois de ses créanciers qui représentent ensemble environ 37% du montant du crédit syndiqué de SoLocal Group. Ce plan révisé apporte des améliorations substantielles par rapport au projet initial.

Les trois créanciers parties à l'accord avec la Société ont accepté, sous condition résolutoire de l'absence d'adoption du projet révisé de restructuration financière, de renoncer à déclarer l'exigibilité anticipée de la dette financière de SoLocal Group, au titre du non-respect de covenant de levier financier au 30 septembre 2016.

Le plan révisé sera soumis aux créanciers lors d'un comité des créanciers qui se réunira le 30 novembre 2016 et aux actionnaires lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires qui serait réunie le 15 décembre 2016.

Par ailleurs, la Société a obtenu auprès du Président du Tribunal de Commerce de Nanterre l'ouverture d'une procédure de conciliation le 4 novembre 2016. Madame Hélène Bourbouloux a été nommée en qualité de conciliateur pour une durée de quatre mois, éventuellement reconductible pour un mois.

L'ouverture de cette procédure de conciliation est constitutive d'un cas de défaut au titre de la documentation d'émission des obligations garanties senior à 8,875% à échéance 2018 émises par PagesJaunes Finance & Co S.C.A., ce cas de défaut ayant pour effet de déclencher l'exigibilité anticipée desdites obligations, comme cela avait été déjà le cas pour l'ouverture du mandat ad hoc en juin 2016. En revanche, elle est sans conséquence sur l'exigibilité de la dette de la société SoLocal Group

Les trois créanciers représentant environ 37% de l'encours de la dette et qui ont conclu un accord avec la Société sur le projet révisé de restructuration financière présenté le 3 novembre 2016, ont adressé un courrier à SoLocal Group le 21 novembre 2016 dans lequel ils indiquent qu'ils ne soutiendront plus un projet de restructuration qui ne serait pas accepté par les actionnaires, et recommandent que la Société annule la convocation du comité des créanciers prévu le 30 novembre 2016 et de l'Assemblée Générale Extraordinaire prévue le 15 décembre 2016.

Ces créanciers indiquent par ailleurs dans ce courrier qu'ils recommandent à l'ensemble des créanciers de SoLocal Group d'exercer l'ensemble des droits dont ils disposent en tant que créanciers pour obtenir le remboursement des montants dus par SoLocal Group, y compris les sûretés dont ils bénéficient.

La Société a rappelé à cette occasion que le plan révisé, dont l'importance vitale pour la société a été affirmée à de nombreuses reprises, a été élaboré avec les différentes parties prenantes, dont les créanciers susvisés et les représentants des actionnaires élus par l'Assemblée Générale des actionnaires, et doit être adopté dans le cadre d'une conciliation qui doit se terminer au plus tard en mars 2017. La Société a également rappelé la convocation du comité des créanciers pour le 30 novembre 2016 par le commissaire à l'exécution du plan et qu'elle convoquera pour le 15 décembre 2016 une Assemblée Générale des actionnaires qui aura pour objet de statuer sur le plan révisé de restructuration financière. Enfin, une audience au Tribunal de Commerce de Nanterre est prévue le 16 décembre prochain pour approbation de la modification du plan de sauvegarde financière accélérée arrêté en 2014.

Sur cette base, le Groupe a préparé ses comptes consolidés en appliquant le principe de continuité de l'exploitation.

Au vu notamment des dernières déclarations de certains actionnaires de SoLocal Group d'une part et des créanciers d'autre part, l'approbation de ce plan reste toutefois incertaine. Ceci conduira la société à ne pas procéder au paiement de la prochaine échéance d'intérêts sur sa dette financière (échéance du 1er décembre 2016 pour un montant d'environ 15 millions d'euros) et ce dans un

contexte où la trésorerie de SoLocal Group se réduit et où PagesJaunes SA, principale filiale de SoLocal Group, ne pourra prochainement plus octroyer de nouvelles avances à SoLocal Group afin de protéger sa capacité financière, de poursuivre normalement son activité opérationnelle et de faire face à ses engagements.

Ce paiement des intérêts serait reporté à la date de la mise en œuvre du plan révisé (si celui-ci est adopté).

Dans l'hypothèse où ce plan révisé ne serait pas adopté par les actionnaires ou les créanciers dans le calendrier prévu, SoLocal Group pourra se trouver en état de cessation de paiements, faute de pouvoir payer ses intérêts. De leur côté, les créanciers se prévaudront sans doute, à très court terme, de divers défauts intervenus ou à intervenir, pour rendre leur dette immédiatement exigible et exercer les sûretés qu'ils détiennent sur les titres de la filiale PagesJaunes SA. Dans de telles hypothèses, SoLocal Group devra envisager l'ouverture de procédures collectives selon des modalités qui ne sont pas encore déterminées. Lors de son audience du 16 décembre, le Tribunal de commerce de Nanterre statuera sur la situation de la Société.

3. Déclaration de la personne responsable

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés condensés au 30 septembre 2016 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les trois derniers mois de l'exercice.

Boulogne-Billancourt, le 24 novembre 2016
Directeur Général
Jean-Pierre Remy

4. Rapport d'examen limité des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés condensés au 30 septembre 2016

Au Directeur général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société SoLocal Group et en réponse à votre demande dans le cadre de l'opération de restructuration financière entrepris par votre Société, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés condensés de celle-ci relatifs à la période 1^{er} janvier au 30 septembre 2016, tels que joints au présent rapport.

Nous précisons que les informations relatives à la période 1^{er} janvier 2015 au 30 septembre 2015 présentées à titre comparatif n'ont pas fait l'objet d'un examen limité.

Ces comptes consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes consolidés condensés.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes consolidés condensés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés condensés avec la norme IAS 34 du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Note sur la continuité d'exploitation » de la note 2 « Contexte de la publication et base de préparation » des comptes consolidés condensés qui expose les incertitudes sur la continuité d'exploitation, qui pourrait être compromise notamment si le plan de restructuration de la dette amendé n'était pas approuvé par le comité des créanciers ou par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires respectivement convoqués pour le 30 novembre 2016 et le 15 décembre 2016 .

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 24 novembre 2016

Les commissaires aux comptes

BEAS

Joel Assayah

AUDITEX

Membre du réseau Ernst & Young Global Limited
Vincent de la Bachelerie